



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC1

LETTRE DE CANDIDATURE
DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS¹

A - Identification de l'acheteur

COMMUNE DE LE PLESSIS BELLEVILLE
8 Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

B - Objet de la consultation.

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris
Lot 1 : Assainissement : tranche ferme et unique

C - Objet de la candidature.

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

- ☐ pour le marché public ~~(en cas de non-allotissement)~~ ;
- ☒ pour le lot n° **1 : Assainissement** ... de la procédure de passation du marché public
- ☐ ~~pour tous les lots de la procédure de passation du marché public.~~

D - Présentation du candidat.

(Cocher la case correspondante.)

- ☒ Le candidat se présente seul :

Agence de LAON :

EUROVIA PICARDIE – ZAC du Champ du Roy – 6 Rue Turgot – BP 28 - 02002 LAON CEDEX
Téléphone : 03 23 23 08 23 - Télécopie : 03 23 79 68 84
laon@eurovia.com
SIRET : 404 164 121 00133

Siège Social :

EUROVIA PICARDIE – Boulevard Henri Barbusse - BP 10064 – 60777 THOUROTTE CEDEX
Téléphone : 03 44 90 40 40 - Télécopie : 03 44 90 40 50
dr-picardie@eurovia.com

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations. SANS OBJET

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***)	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)

F - Engagements du candidat individuel**F1 - Interdictions de soumissionner**

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur(*) :

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (**);
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité (MDS), ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☒

(*) Cette déclaration ne concerne pas les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie mentionnés au point E2.

(**) Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera demandé de prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

F2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2106-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) : **(sans objet)**

F3 - Capacités.

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :
(Cocher la case correspondante.)

☒ le formulaire DC2.

☒ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (*).

(*) **Attention**, dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s'ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n'y sont en aucun cas tenus et l'acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

G - Désignation du mandataire (en cas de groupement). SANS OBJET

Date de la dernière mise à jour : 26/10/2016.